

Les timbres du Royaume

Pour de nombreux amateurs de la collection «un timbre – un pays», les timbres revêtus de la petite surcharge en caractères arabes « Sharq el Urdun » (A l'est du Jourdain) seront sans doute une découverte car chacun est plus habitué à utiliser les termes de Transjordanie ou de Jordanie pour désigner ce petit royaume du Moyen-Orient. Autre surprise : les cotes assez élevées de ces figurines, qui reflètent parfaitement leur extrême rareté. Même dans les collections de timbres du monde entier bien tenues – contrairement à ce que l'on pourrait croire, il en existe encore – les premières pages consacrées à la Transjordanie comportent souvent des cases vides au même titre que celles de pays aux classiques onéreux. Mais vous raconter l'histoire de ces timbres c'est aussi vous parler de la naissance de leur pays d'origine, une histoire particulièrement complexe...



Les possessions de l'empire Ottoman au Moyen-Orient telles que les écoliers pouvaient les voir dans leurs manuels de géographie juste avant la Guerre 1914-18.



Appliquée avec un petit cachet en acier, la surcharge «Gouvernement arabe de l'Est Avril 1921»

Faut-il dire d'emblée que le 2 août 1914, lorsque l'empire Ottoman décida de se ranger aux côtés de l'Allemagne, fut le jour le plus funeste pour l'histoire de la région ? Et que le souverain Mehmet V n'imaginait sans doute pas la portée ni les terribles conséquences que cette décision allait engendrer tant pour son propre pays que pour l'ensemble du Proche-Orient. Car depuis le mois de juillet, c'est la guerre en Europe et ce choix que vient de faire la Sublime Porte la range instantanément dans le camp des ennemis. A l'époque, l'influence pour ne pas dire la domination de l'empire Ottoman couvre une immense région s'étendant des rives de la Méditerranée au golfe Persique, longeant la mer Rouge jusqu'au Yémen, ceinturant presque toute la péninsule Arabique. Pour les

de l'Est



Voici l'un des tout premiers timbres émis pour la Transjordanie en novembre 1920. La surcharge se lit «Est du Jourdain» et ici, elle est renversée ce qui permet au timbre d'être coté aux environs de 170 £ dans le catalogue *Stanley Gibbons*.



Emis en décembre 1922, ce 20 piastres est revêtu d'une surcharge qui se lit : «Gouvernement arabe de l'Est Avril 1921». Apposée avec un petit cachet en acier, on la rencontre en rouge pourpre, violet ou noir. La cote dépasse ici les 1 000 £.



C'est l'imprimerie gouvernementale à Amman qui réalise fin février 1923 cette nouvelle surcharge «Gouvernement arabe de l'Est Avril 1921». Apposée à l'encre dorée, elle est l'objet d'un certain nombre de variétés comme ici où elle se présente renversée (375 £ environ).



D'avril à octobre 1923, les stocks inutilisés de timbres sont surchargés à la main avec de nouvelles valeurs faciales. Voici un 9 piastres transformé en timbre à ½ piastre (350 £).

Franco-Britanniques, l'empire devient alors une sérieuse menace surtout lorsque les troupes turques de Jamal Pacha semblent en capacité d'atteindre le canal de Suez et de menacer directement cette importante voie stratégique. Rien d'étonnant donc à ce que les Britanniques entament, durant l'été 1915, des tractations avec, entre autres, l'émir de La Mecque, le chérif Hussein ben Ali, futur roi du Hedjaz.

De très vagues promesses

Dans ces échanges épistolaires menés par le Haut-Commissaire en Egypte, Sir Henry McMahon, le Royaume-Uni s'engage à soutenir l'indépendance des Arabes si ces derniers se révoltent contre les Ottomans. Hussein n'y est pas hostile mais souhaite une contrepartie

et il expose ses revendications territoriales car il rêve en effet d'un grand royaume arabe unifié qui s'étendrait depuis Alep en Syrie jusqu'à Aden au Yémen. Les Britanniques sont d'accord, même s'ils émettent quelques restrictions notamment concernant la Syrie que leur alliée, la France, revendique ouvertement. Et ils veulent aussi le littoral palestinien car ils aimeraient y disposer d'un port, Bagdad et encore Bassorah dans le golfe Persique. Mais s'ils évoquent une «indépendance», ils pensent plutôt à une autonomie sous contrôle britannique. Et l'on en reste là.

En cette même année 1915, la cuisante défaite des Alliés dans les Dardanelles (environ 250 000 Britanniques et Français mis hors de combat) et les revendications russes sur Constantinople conduisent à des consultations ●●●

Plus de 150 timbres émis en huit années

Bien évidemment, l'histoire postale et la philatélie de ce pays ont été infléchies par les différents événements qu'il a vécus. Chacun aura également compris qu'avant et même pendant le conflit, les 16 petits bureaux de poste situés en Transjordanie étaient régis par la poste ottomane et utilisaient donc ses timbres. Le premier changement intervint en octobre 1918 lorsque les troupes britanniques occupèrent la région.

La période palestinienne

Les timbres alors utilisés sur le maigre courrier dispensé par ces bureaux étaient les figurines bilingues « E.E.F. » (*Egyptian Expeditionary Force*) émises pour être utilisées dans les territoires occupés.

Une note (n° 38) de l'E.E.F., « Administration du Territoire Ennemi Occupé (Sud) » datée du 29 janvier 1918 indique en effet que la franchise postale qui était accordée aux habitants de Palestine était supprimée à partir du 10 février et que des timbres seraient désormais disponibles pour l'affranchissement du courrier.

La période syrienne

Lorsque Fayçal arrive à Damas en octobre 1918 et dispose, un peu plus tard, d'un gouvernement pour son futur et éphémère grand royaume arabe de Syrie, les premiers timbres de ce nouvel état n'apparaissent vraisemblablement qu'au début de 1920.

Il s'agit de timbres ottomans de 1913-19 surchargés de la mention « gouvernement arabe » et parfois d'une valeur faciale exprimée en millièmes. Comme on l'a vu plus loin, le territoire « jordanien » fait donc également partie de ce grand royaume. Selon le catalogue britannique *Stanley Gibbons*, les timbres de la Syrie de Fayçal ont pu servir sur le territoire jordanien, cohabitant avec les figurines « E.E.F. »

Le période mandataire

Après que Fayçal a été renvoyé de Syrie par les Français, les Britanniques reprennent la main et occupent le terrain comme le mandat (confirmé le 25 avril 1920) le leur permet. Après avoir divisé ce territoire en trois districts administratifs, ils décident de lui donner un semblant d'existence par le biais de timbres. Le « pays » ne dispose pas de sa propre monnaie (c'est la livre égyptienne qui a cours) car il ne dispose d'aucune structure financière et ce sont les Anglais qui vont subventionner le futur gouvernement embryonnaire que va mettre en place l'émir Abdallah. Il n'a pas d'armée à proprement parler sinon quelques bédouins qu'un officier anglais va instruire et former pour devenir la future « légion arabe ». Quant à la politique étrangère, elle est évidemment du ressort des Britanniques.

Le territoire n'a également pas de nom et lorsque l'on veut le désigner, la population palestinienne dit simplement «à l'est», sous-entendant tout ce qui se trouve « à l'est du Jourdain ». Et c'est pour cette raison que les premiers timbres de la future Transjordanie seront revêtus de cette curieuse mention en caractères arabes. La première surcharge fut réalisée fin octobre – début novembre 1920 dans l'imprimerie d'un couvent ●●●

● ● ● orthodoxe de Jérusalem (celle-là même qui a réalisé les premières surcharges « PALESTINE » quelques mois plus tôt). Elle est effectuée sur les 2 et 5 millièmes de la série « E.E.F. » en cours. Une seconde impression de surcharges est effectuée fin novembre – début décembre ; elle affecte les timbres à 2, 3, 4 m., 1 et 2 piastres. Puis d'autres valeurs comme les 9, 10 et 20 piastres viendront compléter l'émission en février 1921. En novembre 1922, bien après que l'émir Abdallah a consolidé son gouvernement, un nouveau type de surcharge apparaît avec la mention « Gouvernement arabe de l'Est / Avril 1921 ». Cette surcharge est appliquée à l'aide d'un cachet manuel en noir et en violet. Sans doute a-t-on voulu faire plaisir à l'émir et marquer ainsi sa nomination effective à la tête du gouvernement. En mars 1923, une surcharge réalisée en typographie reprendra le même libellé mais avec des caractères différents. Luxe suprême : elle sera imprimée en noir mais aussi à l'encre dorée ! Le mois suivant, ce sont des timbres du Hedjaz – récupérés par on ne sait qui – qui servent de supports pour les surcharges.



D'autres émissions seront encore réalisées soit pour modifier les valeurs faciales soit pour commémorer des anniversaires ou des événements comme par exemple celle du 18 janvier 1924 marquant « la venue de sa Majesté le Roi des Arabes ». Il s'agit en fait d'une visite du chérif Hussein auprès de son fils peu de temps avant qu'il ne soit défait par les troupes d'Ibn Seoud.

La Transjordanie

Le 1^{er} novembre 1927 apparaît enfin la première série définitive avec l'effigie de l'émir Abdallah et le nom du pays : Transjordan. Selon I. N. Camp, un des conseillers britanniques du district de Balqa, le nom de *Transjordan* serait de son fait. Un autre Britannique aurait suggéré *Trans-Jordan* ou *Transjordan*, nom que gardera l'émirat jusqu'au 24 avril 1950 date à laquelle il devient le royaume hachémite de Jordanie.



La monnaie a également changé puisque le pays utilise désormais la livre palestinienne. Mais au total, ce sont environ 150 figurines surchargées (dont des timbres-taxe) qui auront été émises avant que ce pays ne se fasse connaître

des collectionneurs par son nom. On pourra certes remarquer que certaines des émissions réalisées avaient une vocation plus philatélique que postale. Il n'empêche qu'elles restent difficiles à rassembler dans leur intégralité car elles sont réellement rares. Plus particulièrement collectionnés Outre-Manche, les timbres de Transjordanie sont aux collectionneurs anglais ce que les émissions de Syrie et du Grand-Liban sont aux Français : des timbres chargés d'une histoire particulièrement dense et mouvementée.

● ● ● secrètes entre alliés pour le partage du Moyen-Orient. Les fameux accords Sykes-Picot sont signés le 16 mai 1916. Ils délimitent les zones d'influence française et britannique et organisent ni plus ni moins le dépeçage de l'empire Ottoman (voir carte).

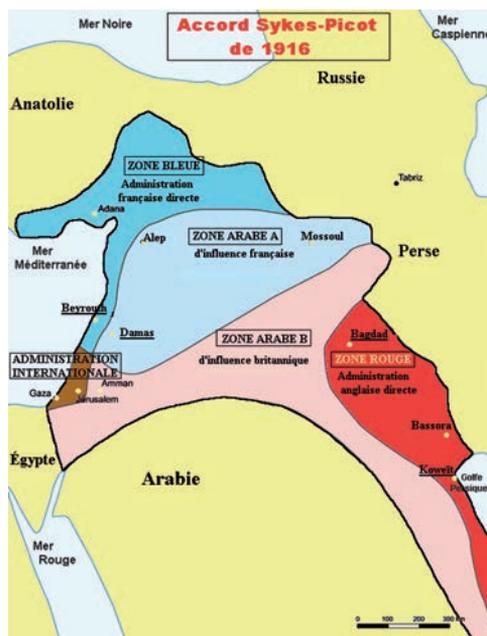
Quelques semaines plus tard, le chérif Hussein se proclame roi du Hedjaz et des Arabes (le premier titre lui sera reconnu internationalement mais pas le second !) et déclenche ce que l'on va appeler la « Grande Révolte arabe ». Outre le soutien des Alliés et la promesse d'un grand Etat arabe, Hussein a d'autres motifs pour ordonner ce soulèvement. Un durcissement voire une certaine forme de discrimination a fait son apparition depuis que l'empire Ottoman est en guerre : l'interdiction de la langue arabe dans les écoles, l'arrestation d'une vingtaine de nationalistes arabes à Damas et à Beyrouth notamment, et leur pendaison. Et puis il y a aussi la réquisition d'ouvriers arabes pour la construction de la ligne de chemin de fer et enfin l'enrôlement et la conscription des Arabes dans l'armée.

Hussein charge donc ses deux fils, Abdallah et Fayçal, de rassembler des troupes et d'attaquer les Turcs.

En juin, ils prennent Djeddah, en juillet, c'est au tour de La Mecque puis de Ta'if en septembre, aidés en cela par les Britanniques. Un conseiller militaire, un jeune capitaine de l'armée britannique, T.E. Lawrence, celui que l'on va connaître sous le célèbre nom de « Lawrence d'Arabie » va plus particulièrement se dévouer à Fayçal, le plus jeune des deux fils d'Hussein. Sa stratégie est simple : plutôt que d'affronter directement les troupes ottomanes, il préfère les harceler en privilégiant les actions de guérilla et les embuscades. C'est ainsi qu'il obligera les Turcs à immobiliser des effectifs pour défendre la voie du chemin de fer du Hedjaz qui relie Damas à La Mecque.

A la même époque est créée l'E.E.F., l'*Egyptian Expeditionary Force*, la Force expéditionnaire égyptienne, une armée constituée de troupes originaires du Commonwealth. Initialement destinée à la défense de l'Egypte, son objectif devient désormais l'invasion de la Palestine. Et il convient de savoir qu'un petit détachement français en fait symboliquement partie.

Dès lors, les succès militaires s'additionnent les uns aux autres. La prise d'Aqaba en juillet, dernier port ottoman sur la mer Rouge



La carte des accords Sykes-Picot de 1916 montrant la répartition des différentes zones d'administration et d'influence anglaise et française. En janvier 1918, une copie de cet accord secret sera communiquée aux autorités ottomanes par le gouvernement bolchévique qui évidemment la transmettra au chérif Hussein à La Mecque. Ce dernier demandera des explications aux Britanniques qui se contenteront de confirmer simplement la promesse de libérer les peuples arabes du joug ottoman.

permet de débarquer des troupes. Et les batailles particulièrement sanglantes de Gaza – Beersheba en mars, avril et octobre 1917 puis l'entrée du général britannique Allenby à Jérusalem le 11 décembre sont les prémices de la défaite annoncée des troupes ottomanes, même si celles-ci bénéficient de l'assistance et des conseils d'officiers allemands. L'objectif suivant est fixé : la conquête de Damas, la capitale de la Syrie. Allenby prend Mediggo en septembre puis Damas le 3 octobre 1918. Les troupes de Fayçal sont arrivées, avec retard, combattre aux côtés de celles de la Force expéditionnaire. Les Anglais signent (sans les Français) la défaite de l'empire Ottoman le 30 octobre 1918 ; les grandes manœuvres politiques vont pouvoir commencer.

L'éphémère royaume arabe de Syrie

Les Britanniques installent immédiatement Fayçal à Damas pour qu'il puisse former un gouvernement et administrer la Syrie pour le compte de son père. Les Français, eux, inquiets de voir la situation leur échapper malgré les accords (toujours secrets) signés avec les Britanniques, ont débarqué tardivement (le 7) un petit contingent à Beyrouth. Le rapport de force est évidemment en défaveur des Français, de plus, la participation militaire quasi dérisoire de la France durant la campagne permet aux Britanniques de renforcer leur influence en Syrie et de limiter celle des Français au seul Liban. Les accords Sykes-Picot sont-ils devenus un chiffon de papier ? Bon nombre de Britanniques pensent qu'ils sont devenus caduques et de fait, Clémenceau se voit obligé de négocier avec le Premier Ministre Lloyd George en décembre. Les Britanniques obtiennent la région de Mossoul (contre un intéressement sur les extractions de pétrole), l'abandon

du projet de condominium sur la Palestine (les accords initiaux prévoyaient une administration internationale). En échange la France obtient le contrôle de la Syrie et de la Cilicie et peut espérer le soutien de la Grande-Bretagne pour la question de la Rhénanie (ce qui n'a pas été le cas : voir article dans le n° 110 de *TM*).

Quant à Fayçal, il aimerait bien que l'on reconnaisse la légitimité du royaume qui a été promis à son père. Les ambitions de ce dernier doivent être revues à la baisse et Fayçal vient à Paris pour la Conférence de la Paix qui a débuté au mois de janvier.

Les Britanniques ont fait beaucoup de promesses et notamment la fameuse déclaration Balfour du 2 novembre 1917 par laquelle le gouvernement de sa Majesté considère avec bienveillance l'établissement d'un foyer national juif en Palestine et en facilitera l'accomplissement. L'émir Fayçal a rencontré le docteur Chaïm Weizmann représentant le Mouvement sioniste et tout deux se sont entendus ; un accord est signé qui entérine le développement du foyer national juif en Palestine.

Sur place, les Syriens ne sont évidemment pas d'accord et rejettent également les accords franco-britanniques. Les Alliés n'en ont cure et conformément à ce qu'ils avaient négocié, les troupes britanniques quittent Damas en novembre 1919 laissant Fayçal seul face aux Français. Ces derniers se seraient bien passés de l'émir, ce « cadeau » laissé par leurs alliés et rivaux anglais. Mais Fayçal, toujours conseillé par le colonel Lawrence, expose ses revendications : la reconnaissance d'un royaume arabe indépendant et unifié avec l'aide et même les conseils de la France. Un traité connu sous le nom d'« accord Clémenceau-Fayçal » est même signé le 6 janvier 1920.

Le 7 mars, le congrès syrien proclame l'émir Fayçal roi de Syrie.

Cette Syrie est particulièrement étendue puisqu'aux yeux des Arabes, elle est constituée de la Syrie, du Liban et de la Palestine ! Quelques jours après, c'est aux Français de proclamer l'indépendance du Liban car ils comptent s'appuyer sur les populations chrétiennes qui leur sont favorables. Le 25 avril débute la conférence de San Remo qui pérennise les accords franco-britanniques, confirme la déclaration Balfour et confie les mandats du Royaume-Uni sur la Palestine (qui englobe aussi ce qui n'est pas encore la Jordanie et l'Irak), et pour la France les mandats sur la Syrie, la Cilicie et le Liban.

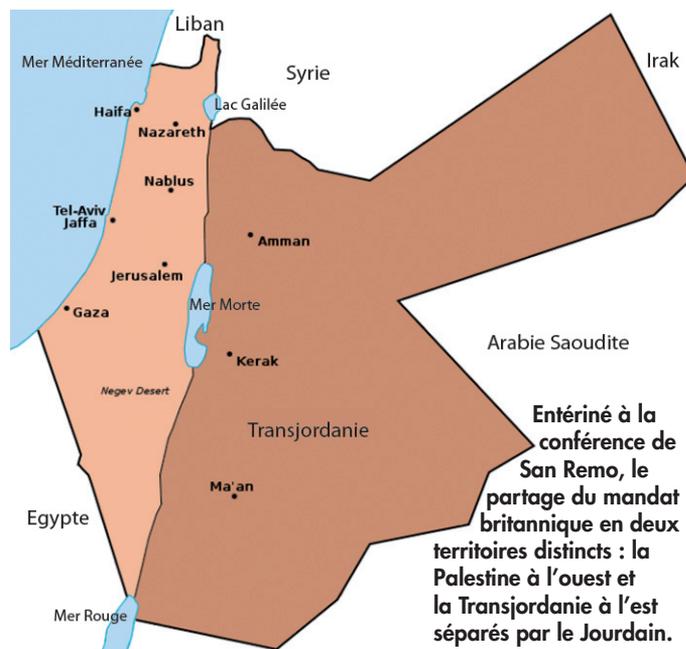
L'annonce de ces décisions suscite évidemment la révolte des nationalistes arabes et il devient alors difficile à Fayçal de respecter les accords pris avec les Français. D'autant que le Congrès syrien fait lever des troupes. Le général français Gouraud qui a obtenu des renforts décide de les engager contre les troupes de Fayçal. Battu le 24 juillet à Maysaloun, Fayçal doit s'exiler en Palestine. Depuis le Hedjaz, son frère, Abdallah, fait remonter ses troupes pour lui venir en secours et en découdre avec les troupes françaises. Mais Churchill lui



Ici, la surcharge se lit verticalement : «Gouvernement arabe de l'Est. Commémoration de l'indépendance. 25 mai 1925». Ce timbre de 1 millième a ici été surchargé à l'encre dorée (150 €).



Emis vers novembre 1925, ce timbre appartient à la dernière série de surcharges «Est du Jourdain» réalisée par l'émirat. Elle restera en cours jusqu'à l'émission en 1927 de la première série définitive à l'effigie de l'émir Abdallah.





Les lettres originales de Transjordanie sont rares surtout celles du tout début de son existence. Voici un pli expédié depuis Salt le 16 janvier 1921 à destination de Jérusalem. L'affranchissement se compose d'un timbre de piastres de la première émission avec la surcharge «Est du Jourdain». L'oblitération, elle, est un cachet de la période du «Royaume arabe». Son libellé peut se traduire par : «Bureau de Poste et Télégraphe, Salt 1919».



Beaucoup plus tardive, cette lettre recommandée à destination de l'Égypte est expédiée depuis Amman le 31/10/1924. Son affranchissement a été composé avec des timbres de l'émission de septembre – novembre 1924 (surcharge «Gouvernement Arabe de l'Est, 9 Sha'ban 1341»). A noter la paire verticale de ¼ de piastre vert présentant deux surcharges tête-bêche.



L'émir Abdallah n'apparaît sur des timbres qu'en novembre 1927. Cette figurine appartient à une série de 13 valeurs imprimées en taille-douce par Perkins Bacon de Londres cotée aux environs de 300 € à l'état neuf.

Quelques sources pour aller plus loin :

- Catalogue Stanley Gibbons, Commonwealth & British Empire 1840-1970
- The postal History of Palestine and Transjordan (Edward B. Proud)
- A short introduction to the philately of Palestine (www.zobbel.de)
- Transjordan Stamps and the elusive April-October 1923 Surcharges, Abed H. Najjar (Stanley Gibbons Stamp Monthly, Avril 2000)
- The stamps of Syria (<http://www.philatellicdatabase.com/middle-east/the-stamps-of-syria>)
- Stamps of the Hashemite Kingdom of Jordan (<http://www.jordanstamps.com>)
- British Empire : The map room : Middle East : Transjordan (<http://www.britshempire.co.uk/maproom/transjordan.htm>)
- The Palestine Mandate of the League of Nations 1922 (<http://www.mideastweb.org/mandate.htm>)
- Le Mandat britannique (1920-1948) (<http://www.france-palestine.org>)
- L'ombre de l'accord Sykes-Picot plane sur l'Asie du Sud-Ouest, m. Mirak-Weissbach (<http://www.solidariteetprogres.org/article2111.html>)
- Jordan History – The Great Revolt & The making of Transjordan (<http://www.kinghussein.gov.jo>)

●●● déconseille fortement de s'engager dans une telle entreprise. Il craint en effet une insurrection générale des populations contre les puissances mandataires. Le traité de Sèvres du 10 août 1920 parachève la fin du «Royaume arabe de Syrie» : l'empire Ottoman a reconnu la perte de ses anciens territoires et leur découpage est entériné. Fayçal, absent, est mis devant le fait accompli.

Et le Jourdain devint une frontière

Nous sommes en 1921 et les Britanniques ont érigé en monarchie constitutionnelle le mandat qu'ils ont obtenu sur la Mésopotamie, autrement dit l'Irak. Et ils décident d'installer l'émir Fayçal sur le trône le 23 août. Une décision prise en mars par Churchill et ses conseillers lors d'une réunion au Caire. Quant à Abdallah, on a prévu de lui donner aussi quelque chose, à savoir le territoire (intégré à la Palestine et donc sous mandat britannique) situé au sud de la Syrie française, à l'est du Jourdain et dont les frontières tant au sud qu'à l'ouest ne sont pas encore définies.

Dès le mois d'août de l'année précédente, les Britanniques avaient divisé la future Transjordanie en trois régions administratives (Kerak, Amman et Ajlun) et annoncé à leurs représentants qu'ils étaient favorables à la création d'un gouvernement

autonome assisté de conseillers britanniques. Mais le système pêchait en inefficacité.

En novembre 1920, alors que l'émir Abdallah est à Ma'an et pense encore pouvoir aider son frère, on lui demande de coordonner cet embryon de gouvernement. Il est intéressant de noter que dès son arrivée, il se présente dans les clans comme « vice-roi » de Syrie mandaté par son frère Fayçal ! Et comme il symbolise l'unité arabe, les Britanniques le nomment rapidement gouverneur des trois districts. Son premier gouvernement centralisé sera établi le 11 avril 1921.

En août 1922, les Britanniques présentent un amendement à la Ligue des Nations qui précise que la Transjordanie doit être exclue des clauses relatives au Foyer national Juif. Ce mémorandum est approuvé le 12 mais il implique également un fait : désormais la Grande-Bretagne administre la rive droite du Jourdain en tant que Palestine et la rive est en tant que Transjordanie. Techniquement, elle ne dispose que d'un mandat mais dans les textes et dans la réalité, c'est comme si elle bénéficiait de deux mandats.

Et effectivement, une décision du 16 septembre 1922 prévoit une administration séparée de la Transjordanie dans le mandat confié à la Grande-Bretagne pour la Palestine, ce qui provoquera l'ire du mouvement sioniste voyant ainsi son territoire

se restreindre car limité à la rive occidentale du Jourdain. Le 15 mai 1923 enfin, la Grande-Bretagne reconnaissait officiellement l'émirat de Transjordanie comme un Etat appelé à devenir indépendant. Plus au sud, le Hedjaz est l'objet de la convoitise d'Abdul Aziz Al Seoud plus communément appelé Ibn Saoud. Ce sultan du Nedjed n'aime pas particulièrement les Hachémites et n'a guère apprécié que le chérif Hussein se proclame calife (rois des Arabes). C'est également un protégé des Britanniques qui lui ont versé une rente mensuelle afin qu'il combatte également les Ottomans. En 1925, il conquiert la Mecque et en chasse le chérif. En juin 1926, il se fait proclamer roi du Hedjaz. Après la défaite définitive du chérif Hussein, il signe un traité avec les Britanniques reconnaissant l'indépendance de son royaume qui deviendra l'Arabie Saoudite. Quant aux frontières de la Transjordanie qui jouxtent son territoire, il faudra attendre 1946 pour qu'elles soient définitivement reconnues.

Le mandat britannique se terminant le 22 mai, la Transjordanie déclare son indépendance le 25 et devient le royaume hachémite de Jordanie dont l'émir Abdallah est le roi.

■ Michel Melot

Remerciements à François Feldman pour le soutien apporté à l'iconographie de cet article.